Le prix de l’eau en forte de hausse depuis 10 ans

14 avril 2021

À qui la faute ?

Le prix moyen au mètre cube s’est envolé de 10,7 % depuis 2011 avec une disparité accrue selon les villes. Cette croissance exponentielle s’avère bien plus rapide que l’inflation et touche bien entendu durement les ménages les plus modestes. Selon les villes la hausse est
variable et peut aller du simple au quintuple.

Une étude parue dans 60 millions de consommateurs a de quoi laisser songeur. Dans les côtes d’Armor la ville de Saint-Brieuc crève littéralement le plafond avec une augmentation de près de 72% en dix ans, 5,80€ le mètre cube comparés aux 3,50€ pour près de 130 villes
étudiées. Toujours en Bretagne, le Morbihan à Vannes le prix de 3,15€ le mètre cube est plus raisonnable.

De multiples facteurs expliquent ces disparités notamment les différents modes de captage. En effet une eau prélevée directement dans une rivière sera plus coûteuse que celle provenant d’une nappe souterraine puisqu’elle nécessite des traitements en amont.

Le mode de gestion est, là aussi, primordial pour comprendre. Il est de notoriété publique que les régies directes sont moins gourmandes que les entreprises d’affermage comme Suez ou Veolia.

Enfin de nombreux réseaux ont été très mal entretenus pendant des décennies. Des rapports successifs ont pointé du doigt le manque d’investissements pour changer les canalisations avec des déperditions d’eau très importantes selon les endroits.

L’assainissement prend une part croissante ne serait-ce que pour filtrer des eaux

trop souvent saturées par les nitrates et autres pesticides résiduels. L'argument de certains élus pour justifier ce surcoût d'assainissement c'est que les normes sont plus strictes. Finalement on prend le problème à l'envers puisqu'un très grand nombre de municipalités n'ont pas toujours pris les mesures qui s'imposent en amont : Protections insuffisantes des zones de captages, épandages agricoles non adaptés, échecs des programmes « Ferti-mieux » par les chambres d'agriculture et surtout manque de courage politique face à certains lobbies puissants.

Depuis de nombreuses années, **INDECOSA-CGT réclame** avec d'autres organisations de la société civile **une véritable maîtrise publique et démocratique de l'eau**. Bien que les usagers représentent à eux seuls plus des deux tiers des redevances et autres taxes qui constituent près de 20% leur facture, ils ne sont que quelques-uns à siéger dans des organismes comme les comités de bassins.

Po/ INDECOSA-CGT
Arnaud FAUCON, secrétaire national.